

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 13 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STOCKMEIER FRANCE SAS

12 rue de la Rache
BP 57
59481
59320 Haubourdin

Code AIOT : 0007001642

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2023 dans l'établissement STOCKMEIER FRANCE SAS implanté 12, rue de la Rache BP 57 59320 Haubourdin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOCKMEIER FRANCE SAS
- 12, rue de la Rache BP 57 59320 Haubourdin
- Code AIOT : 0007001642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Distributeur de produits chimiques de premier plan aux Pays-Bas, en Belgique et en France, le groupe STOCKMEIER exporte des produits chimiques dans plus de 30 pays. Il fournit le lien entre les fabricants de produits chimiques et les utilisateurs finaux industriels.

Les activités de l'entreprise sont le conditionnement de vrac, le stockage, la dilution, les mélanges de produits chimiques, le transport et le support technique. En France, STOCKMEIER c'est 9 sites de distribution et production, le site de SAINT JACQUES DE LA LANDE (35) regroupe siège social, laboratoires, direction technique, fabrication et distribution.

STOCKMEIER regroupe entre 450 et 500 personnes dont 180 en France.

La gamme de produits distribués est très étendue :

- acides et bases
- solvants
- produits solides
- produits de filtration
- engrais solides
- additifs de nutrition animale.

Le site d'HAUBOURDIN exploité par DISTRICHIMIE depuis 1991 est devenu QUARON en 2005 et a changé de dénomination sociale en 2022 pour s'appeler STOCKMEIER. L'effectif du site est de 26 personnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023 : liquides inflammables

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
2	Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
3	Etat des matières stockées - Mise à jour	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30
4	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
5	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
6	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
7	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
8	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
9	Réservoirs soumis au 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Article 1er-III
10	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Article 1er-IV
11	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, Article 1er-I-IV
12	Distance des stockages	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, Annexe IV

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
13	Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1
14	Surveillance en permanence des installations de LI	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5
15	Dispositions applicables au bâtiment de stockage de LI - Bâtiment B17	Arrêté Préfectoral du 03/09/2014, article 6.1
16	Dispositions applicables au bâtiment de stockage de LI - Bâtiment B17	Arrêté Préfectoral du 03/09/2014, article 6.2.2
17	Dispositions applicables au bâtiment de stockage de LI - Bâtiment B17	Arrêté Préfectoral du 03/09/2014, article 6.2.3
18	Dispositions applicables au bâtiment de stockage de LI - Bâtiment B17	Arrêté Préfectoral du 03/09/2014, article 6.2.4
19	Dispositions applicables au bâtiment de stockage de LI - Bâtiment B17	Arrêté Préfectoral du 03/09/2014, article 6.3.1
20	Dispositions applicables au bâtiment de stockage de LI - Bâtiment B17	Arrêté Préfectoral du 03/09/2014, article 6.3.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités aux prescriptions contrôlées ont été constatées en ce qui concerne:

- l'absence d'un état des stocks synthétique destiné au grand public en cas d'accident,
- la présence d'un stockage d'emballages combustibles à moins de 10 m d'une façade du bâtiment B17.

Néanmoins, l'exploitant ayant pris les dispositions nécessaires pour y remédier à l'issue de la visite, aucune suite administrative n'est proposée.

Suite à l'examen post-inspection de l'état des stocks, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les points suivants :

- L'acide acétique dilué 80% étant classé en rubrique 1436 (point éclair compris entre 60°C et 93°C), le réservoir de stockage vrac est donc soumis aux dispositions de l'AM du 03/10/2010 en application de l'article 1er §III. Par courriel du 2 février 2024, l'exploitant informe l'Inspection que le réservoir d'acide acétique a été vidé car les dépotages s'effectuèrent directement vers la ligne d'enfûtage. Cependant, dans l'éventualité où l'exploitant serait amené à re-stocker ce produit dans le réservoir, il devra être en mesure de justifier qu'il respecte les dispositions des arrêtés ministériels du 03 octobre 2010 et 24 septembre 2020 ;
- Des récipients mobiles d'acide acétique (point éclair compris entre 60°C et 93°C, rubrique 1436) sont stockés dans le bâtiment (cellules H-001 à H-003). L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que ce bâtiment pourrait constituer une cellule de liquides inflammables comme définie à l'article I.2 de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 si la quantité présente dépasse 2 m³ ;
- En ce qui concerne l'application des dispositions de l'AM du 24/09/2020 aux liquides combustibles (LC) et solides liquéfiables combustibles (SLC) en récipients mobiles : des LC et SLC sont susceptibles d'être stockés en extérieur sur la zone de stockage des minéraux et corrosifs identifiée H220 sur le plan accompagnant l'état des stocks. La zone de collecte de cette zone, H220, est à plus de 10 mètres du bâtiment B17 et de la rétention des réservoirs de la zone « vrac solvants ». Néanmoins, la zone de collecte H220 est à moins de 10 mètres de la rétention du réservoir de stockage d'acide acétique classé en rubrique 1436 (notion de proximité cf article I.3 de l'arrêté ministériel du 24/09/2020). Dans la mesure où le réservoir n'est plus utilisé pour stocker de l'acide

acétique, la notion de proximité n'est plus à étudier. Cependant, dans l'éventualité où l'exploitant serait amené à re stocker ce produit dans le réservoir, il devra être en mesure de justifier qu'il respecte les dispositions des arrêtés ministériels du 03 octobre 2010 et 24 septembre 2020.

De plus, des récipients mobiles d'acide acétique (point éclair compris entre 60°C et 93°C, rubrique 1436) sont stockés sur la zone H220 au regard de l'état des stocks fourni (notion de proximité cf article I.3 de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 avec les LC/SLC). Suite au courriel de l'exploitant en date du 2 février 2024 dans lequel il informe l'Inspection que les récipients mobiles d'acide acétique ont été transférés au sein du bâtiment B17, la notion de proximité n'est plus à étudier. Cependant, dans l'éventualité où l'exploitant serait amené à re stocker ce produit dans la zone H220, il devra être en mesure de justifier qu'il respecte les dispositions des arrêtés ministériels du 03 octobre 2010 et 24 septembre 2020. L'Inspection attire particulièrement l'attention de l'exploitant sur la capacité des rétentions, les modélisations des phénomènes dangereux ainsi que la stratégie de défense contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant a présenté l'état des stocks extrait le jour même (30 minutes avant le début de la visite). Cet état des stocks est extrait à partir du système ERP (Entreprise Ressource Planning) du groupe (logiciel dynamics) et sous format excel. Le système ERP est mis à jour à minima quotidiennement au regard des entrées / sorties de produits. Il est consultable à distance par accès sécurisé.

Celui-ci précise les quantités de substances ou mélanges présents en tonnes. A chaque substance ou mélange sont précisés notamment

- l'emplacement sur site,
- les mentions de danger et le libellé,
- la rubrique ICPE correspondante.

Des filtres peuvent être appliqués afin de discriminer par zone de stockage.

L'examen de cet état des stocks appelle les remarques suivantes:

- l'unité (tonnes) de la colonne "stock physique" n'est pas mentionnée
- un plan du site situant les codes "emplacement" repris dans l'état des stocks est nécessaire afin d'être en mesure de filtrer aisément les substances/mélanges présents dans les différents secteurs (bâtiment B17, vrac solvants, vrac minéraux, magasin 1/2/3, zone conditionnés extérieure acides, zone conditionnés extérieure bases...).

Par courriel du 12/01/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection l'état des stocks modifié au regard des remarques formulées. Un plan du site est associé à cet état des stocks et précise les codes "emplacement" par secteur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées – format synthétique

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un tel état des stocks synthétique le jour de l'inspection.

Post-inspection, par courriel du 15/01/2024, l'exploitant a transmis l'état des stocks synthétique qui serait fourni pour répondre à l'objectif de communication auprès du public.

Cet état des stocks synthétique répond aux attentes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat des matières stockées - Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30
Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées – réservoirs
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Voir annexe confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif – conformité rubrique 4330
Prescription contrôlée : Rubrique 4330 Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée (1). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t - A 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t – DC Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 10 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t.
Constats : Le site n'est pas classable sous cette rubrique. L'exploitant précise que des substances/mélanges classables sous cette rubrique pourraient être stockés sur le site, mais en quantité inférieure au seuil de classement (moins de 1 tonne). L'examen de l'état des stocks montre l'absence de tels substances/mélanges sur site au jour de l'inspection. Aucun mélange/substance présentant la mention de danger H224 n'est présent sur site et les mélanges/substances inflammables sont stockés sur site dans des conditions normales de température et de pression.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif - conformité rubrique 4331
Prescription contrôlée : Rubrique 4331 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités

souterraines étant :
1. Supérieure ou égale à 1 000 t - A
2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t - E
3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t - DC
Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t.
Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.
Constats : voir annexe confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif conformité rubrique 4734
Prescription contrôlée : Rubrique 4734 - Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : a) Supérieure ou égale à 2 500 t - A b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t - E c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total - DC 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t - A b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total - E c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total - DC Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t.
Constats : Voir annexe confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif - conformité rubrique 1436
Prescription contrôlée : Rubrique 1436 liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C , à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t - A

2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t - DC
Constats : Voir annexe confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif - conformité rub. nommément désignées 47xx
Prescription contrôlée : Autres rubriques nommément désignées 4722 4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748
Constats : Voir annexe confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Réservoirs soumis au 3/10/10

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Article 1er-III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM 03/10/10
Prescription contrôlée : III.-Pour les installations relevant du I-1 ou I-2, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages en réservoirs aériens de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93° C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3 présents au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, à l'exclusion de ceux cités au II.
Constats : Sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 3/10/2010 les réservoirs aériens présents dans la zone vrac solvants. Un réservoir de stockage d'acide acétique est présent dans la zone de stockage vrac des liquides minéraux (zone vrac corrosifs). L'acide acétique stocké est dilué et la fiche de données de sécurité du mélange présentée par l'exploitant confirme l'absence de mention de danger H224 à H226. Néanmoins, le mélange est classé en rubrique 1436 dans l'état des stocks (liquide de point éclair compris entre 60 et 93°C). Ce réservoir est par conséquent soumis aux dispositions de l'AM du 3/10/2010 en application de l'article 1er.III. Par courriel du 2 février 2024, l'exploitant informe l'Inspection que le réservoir a été vidangé et que les dépotages se feront uniquement sur la ligne d'enfûtage. Le réservoir n'est plus soumis aux dispositions de l'AM du 03/10/10.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 3/10/10

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Article 1er-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM 03/10/10 – identification installations nouvelles

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.-Une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Les autres installations sont considérées comme existantes. Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en service sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1er janvier 2021.</p> <p>Toutes les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations nouvelles.</p> <p>Pour les installations existantes, l'annexe VII définit les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles 2 à 64.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des installations de stockage en réservoir de LI est considéré comme existante au sens de l'article 1er § 4 car autorisée avant le 1er janvier 2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, Article 1er-I-IV</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM 24/09/20 – identification des installations nouvelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Pour l'application du présent arrêté, une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est réalisé après le 1er janvier 2021. Les autres installations sont considérées comme existantes.</p> <p>Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en services sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1er janvier 2021.</p> <p>L'ensemble des articles I-2 à VII-1 sont applicables aux installations nouvelles.</p> <p>Pour les installations existantes, les annexes I, II ou III ainsi que les IV et V définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles I-2 à VII-1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le stockage de liquides inflammables en récipients mobiles dans le bâtiment B17 est concerné par les dispositions de l'AM du 24/09/2020. Cette installation est une installation existante.</p> <p>Ce bâtiment doit être déconstruit et l'exploitant a déposé en décembre 2022 un dossier de porter à connaissance pour la construction d'un nouveau bâtiment sur une emprise différente. Des compléments ont été demandés par courriel du 29 mars 2023 suite à l'analyse du dossier.</p> <p>L'analyse des modifications présentées dans le dossier de porter à connaissance amène à conclure que celles-ci sont notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Néanmoins, les compléments demandés qui seront apportés (diagnostic écologique et de délimitation de zone humide, étude des effets de surpression en cas d'explosion de camion citerne (phd n°8,...) pourraient conduire à la substantialité des modifications conformément aux critères définis à l'étape 2 de la note du 20 décembre 2021 relative aux modifications des ICPE et nécessiter une nouvelle procédure d'autorisation. L'installation serait alors considérée comme nouvelle.</p> <p>L'exploitant a transmis en janvier 2024 le rapport d'étude de diagnostic écologique et de délimitation de zone humide. Ce rapport ne met pas en évidence de zone humide sur l'emprise du projet. La présence d'une espèce protégée (lézard des murailles) est néanmoins signalée. Ce</p>

rapport a été transmis pour avis aux services de la DDTM.
<p>Observations :</p> <p>L'analyse post-inspection de l'état des stocks fourni par l'exploitant montre que des récipients mobiles d'acide acétique (point éclair compris entre 60°C et 93°C, rubrique 1436) sont stockés dans le bâtiment (cellule H-001 à H-003). L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que ce bâtiment pourrait constituer une cellule de liquides inflammables comme le prévoit l'article I.2 de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 si la quantité présente dépasse 2 m³.</p> <p>En ce qui concerne l'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 aux liquides combustibles (LC) et solides liquéfiables combustibles (SLC) en récipients mobiles, des LC et SLC sont susceptibles d'être stockés en extérieur sur la zone de stockage des minéraux et corrosifs identifiée H220 sur le plan accompagnant l'état des stocks. La zone de collecte de cette zone H220 est à plus de 10 mètres du bâtiment B17 et de la rétention des réservoirs de la zone « vrac solvants ».</p> <p>Néanmoins, la zone de collecte est à moins de 10 mètres de la rétention du réservoir de stockage d'acide acétique classé en rubrique 1436 (notion de proximité cf article I.3 de l'arrêté ministériel du 24/09/2020). Par courriel du 2 février 2024, l'exploitant informe l'Inspection que le réservoir d'acide acétique a été vidangé, ainsi la notion de proximité n'est plus à étudier.</p> <p>Dans la mesure où l'exploitant serait amené à re stocker de l'acide acétique ou un autre produit classable en rubrique 1436 dans le réservoir, il devra veiller au respect des AM du 03/10/10 et 24/09/2020.</p> <p>De plus, des récipients mobiles d'acide acétique (point éclair compris entre 60°C et 93°C, rubrique 1436) sont stockés sur la zone H220 au regard de l'état des stocks fourni (notion de proximité cf article I.3 de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 avec les LC/SLC).</p> <p>Par courriel du 2 février 2024, l'exploitant informe l'Inspection que les récipients ont été déplacés dans le bâtiment B17. La notion de proximité n'est plus à étudier. Cependant, dans l'éventualité où l'exploitant serait amené à re-stocker ce produit dans la zone H220, il devra être en mesure de justifier qu'il respecte les dispositions des arrêtés ministériels du 03 octobre 2010 et 24 septembre 2020. L'Inspection attire particulièrement l'attention de l'exploitant sur la capacité des rétentions, les modélisations des phénomènes dangereux ainsi que la stratégie de défense contre l'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Distance des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, Annexe IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Distance des stockages aux limites de site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations existantes, pour lesquelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> •pour les stockages ouverts, les parois des récipients mobiles sont situées à une distance au moins 20 mètres des limites des sites ; •pour les stockages couverts, les parois des stockages couverts lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un stockage couvert ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du stockage couvert par rapport aux limites de sites. <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m², à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent,</p>

l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes au dossier d'autorisation ou étude de danger.

Constats :

Le bâtiment de stockage des récipients mobiles de liquides inflammables B17 est situé à plus de 20 mètres des limites de propriété. Par ailleurs, l'étude des flux thermiques en cas d'incendie réalisée dans la dernière étude de danger montre que le flux de 8 kW/m² reste confiné dans les limites de propriété. Dans le cadre du dossier de porter à connaissance pour le futur bâtiment B17, qui sera placé à plus de 20 mètres des limites de propriété, une modélisation des flux thermiques avec le logiciel Flumilog a été réalisée et montre que les flux thermiques de 5 et 8 kW/m² sont maintenus dans les limites de propriété.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1

Thème(s) : Actions nationales 2023, Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles

Prescription contrôlée :

I- Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.

II. - Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article I.4.

Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B de l'article I.4.

Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.

Les dispositions des points I et II ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.

Les dispositions des points I et II ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.

Constats :

Les liquides inflammables de mentions de dangers H224/H225 sont conditionnés uniquement en fûts métalliques ou en IBC acier inox. L'exploitant précise que la politique groupe interdit le stockage de liquides inflammables H224/H225 dans des contenants en matière plastique.

L'exploitant précise que seul le gel hydroalcoolique (H225) pourrait être conditionné en emballages en matières plastiques, mais pour des volumes inférieurs à 220 litres.

L'inspection a constaté au bâtiment B17 la présence uniquement de fûts métalliques et IBC inox (absence de robinet plastique sur les IBC) pour le stockage de liquides inflammables de mention de danger H225. Aucun liquide inflammable de mention de danger H224 n'est présent au jour de

la visite d'inspection au regard de l'état des stocks fourni.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Surveillance en permanence des installations de LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance en permanence des installations de LI
Prescription contrôlée : I. En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 10 mètres cube de liquides inflammables en récipients mobiles, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre des mesures de levée de doute et de transmettre l'alerte en cas de sinistre. L'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.
Constats : voir annexe confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Dispositions applicables au bâtiment de stockage de LI - Bâtiment B17

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/09/2014, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Définition des installations
Prescription contrôlée : Le titre 6 s'applique au bâtiment 17, au nord du site. Il possède une surface au sol de 1 450 m ² et comprend : <ul style="list-style-type: none"> • 862 m² pour la zone de stockage des liquides inflammables de catégorie B (zone Z1) ; • 414 m² pour la zone de stockage des liquides inflammables de catégorie C et non inflammables (zone Z2) ; • 72 m² pour l'atelier d'enfûtage des liquides inflammables et non inflammables (zone Z3) ; • 102 m² non exploités (zone Z4).
Constats : Le bâtiment B17 comporte 4 zones distinctes: <ul style="list-style-type: none"> - une zone pour le stockage des récipients mobiles de liquides inflammables pouvant présenter les mentions de danger H224 à H226 (zone Z1) ; - une zone pour le stockage des récipients mobiles de liquides dont le point éclair est compris entre 60 et 93°C (Zone Z2) ; - une zone d'enfûtage ; - une zone non exploitée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Dispositions applicables au bâtiment de stockage de LI - Bâtiment B17

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/09/2014, article 6.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Les zones Z1 et Z2 sont séparées par un muret de 10 centimètres de hauteur permettant de collecter les liquides inflammables de catégorie B et C sur deux zones de collecte distinctes. Ce muret est incombustible, étanche aux produits stockés et résiste à l'action physico-chimique des liquides inflammables pouvant être recueillis.

Les zones de collecte ainsi constituées font l'objet d'un examen approfondi annuellement et d'une maintenance appropriée.

Ces deux zones de collecte sont récoltées vers deux puisards directement reliés au bassin de confinement visé à l'article 7.9.4.3. La disposition et la pente du sol autour des récipients mobiles sont telles qu'en cas de fuite les liquides inflammables soient dirigés uniquement vers les puisards. Les regards de collecte sont dotés d'un siphon anti-flamme.

Le bassin de confinement et le système d'écoulement canalisé sont conçus de manière à récupérer la totalité des liquides inflammables collectés.

Constats :

Un muret béton sépare les zones de stockage de liquides inflammables H224 à H226 et les liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C. L'accès à la zone Z2 depuis la zone Z1 est réalisé en forme de dos d'âne. Ces murets et dos d'âne sont en bon état apparent. Chacune des deux zones constitue une zone de collecte distincte.

Il est constaté un puisard de collecte dans chaque zone. Il est rappelé à l'exploitant que chaque puisard doit être maintenu dégagé pour recevoir les écoulements.

Ces puisards sont raccordés au bassin de confinement des eaux polluées du site.

La présence de siphon anti-flamme sur chacun des puisards n'a pas été contrôlée. L'exploitant confirme néanmoins leur présence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Dispositions applicables au bâtiment de stockage de LI - Bâtiment B17

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/09/2014, article 6.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Séparation de la ligne d'enfûtage

Prescription contrôlée :

Les lignes d'enfûtage sont implantées dans un tunnel ouvert à chaque extrémité présentant des murs de séparation coupe-feu de degré 6 heures et un plafond coupe-feu de degré 6 heures.

Ce tunnel doit être d'une longueur suffisante pour que le rayonnement provoqué par un éventuel sinistre ne puisse présenter de danger sur la zone de stockage.

Ce tunnel doit être équipé à chaque extrémité d'au moins un extincteur à poudre de 50 kg.

Constats :

L'installation d'enfûtage est disposée dans un tunnel en parois et plafond en structure béton.

Ce tunnel est ouvert sur chaque extrémité donnant chacune vers des zones non affectées au stockage de récipients mobiles. Une extrémité donne sur la porte d'accès au bâtiment B17, l'autre donne sur la zone non exploitée Z4.

Le degré coupe-feu du tunnel n'a pas été contrôlé.

Il est constaté à chaque extrémité du tunnel la présence d'au moins un extincteur poudre sur roues de 50kg.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Dispositions applicables au bâtiment de stockage de LI - Bâtiment B17

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/09/2014, article 6.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation

Prescription contrôlée :

Le bâtiment doit disposer d'une ventilation naturelle haute et basse correctement dimensionnée.

Au niveau des postes d'enfûtage, le système de ventilation comporte :

- une ventilation naturelle haute et basse
- une extraction de débit minimum 300 m³/h au-dessus de chaque poste d'enfûtage

<ul style="list-style-type: none"> • une extraction mécanique d'un débit correctement dimensionné en partie basse des poste d'enfûtage (extraction des solvants plus lourds que l'air) <p>Une maintenance fréquente et régulière des systèmes de ventilation et d'extraction est réalisée et consignée.</p>
<p>Constats :</p> <p>La ventilation naturelle du bâtiment B17 n'a pas été contrôlée. En ce qui concerne le tunnel abritant l'installation d'enfûtage, celui-ci est ventilé naturellement. Une extraction mécanique haute et basse est présente. L'exploitant a mis en route cette extraction, celle-ci est fonctionnelle. Une poubelle était présente au droit de la grille de l'extraction basse et a été déplacée de suite. Il est rappelé à l'exploitant qu'aucun obstacle ne doit gêner au bon fonctionnement du système d'extraction. Le bon fonctionnement du système d'extraction est contrôlé à une fréquence bi-mensuelle et le résultat de ce contrôle est consigné.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Dispositions applicables au bâtiment de stockage de LI - Bâtiment B17

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/09/2014, article 6.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des récipients mobiles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond, ou de tout système de chauffage et d'éclairage. La hauteur de stockage des liquides inflammables en récipients mobiles est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur. La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier est au maximum égale à 8 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun stockage en rack ou palettier n'est réalisé au sein du bâtiment B17. Les fûts métalliques sont stockés sur 3 niveaux au maximum. Les IBC en acier inox sont stockés sur 2 niveaux au maximum. Les hauteurs maximales de stockage sont respectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Dispositions applicables au bâtiment de stockage de LI - Bâtiment B17

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/09/2014, article 6.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des palettes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les palettes de transport ne doivent pas être stockées dans le bâtiment 17, ni contre ce bâtiment. Une distance de 10 mètres minimum doit être respectée entre le stockage de palettes et le bâtiment 17. A l'intérieur du bâtiment 17, la quantité de palettes présentes doit être minimale et correspondre au maximum au besoin d'une journée de travail.</p>

Constats :

Il n'est pas constaté de stockage de palettes à l'intérieur du bâtiment B17.

Néanmoins, un stockage d'emballages en matières combustibles était présent à moins de 10 mètres de la façade coté Est, à proximité de l'aire de déchargement de citernes. L'exploitant a rapidement déplacé ce stockage et transmis par courriel du 8/11/2023 une photographie montrant l'intervention réalisée.

Type de suites proposées : Sans suite